

L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, nous avons préparé des modifications depuis un certain temps, mais nous les avons laissées en suspens jusqu'à ce que nous ayons assimilé le rapport Woods. Le dépôt du rapport Woods ne signifie pas que ces modifications seront présentées prochainement. En fait, je ne vois pas la possibilité de les présenter à la Chambre au cours de la présente session.

M. Lewis: J'ai une question complémentaire à poser. J'espère que la digestion du rapport Woods ne fera pas de mal au ministre. Veut-il dire que les amendements que son ministère est en train de préparer n'ont rien à voir avec le rapport Woods, n'en résultent pas ou ne donnent pas suite aux recommandations faites dans ce rapport?

L'hon. M. Mackasey: Le premier ministre d'alors avait autorisé le groupe d'étude à fournir dans son rapport des directives au ministère, outre ses observations; comme les députés le savent, ce groupe d'étude est formé essentiellement d'intellectuels versés dans les questions ouvrières. La mesure législative proposée ne reflète pas nécessairement les vues du groupe d'experts. Eu égard à ce rapport très complet, il conviendrait au moins de tenir compte de ses conclusions.

[Français]

LA PRODUCTION DE DÉFENSE

«DAVIE SHIPBUILDING LTD.»—LAUZON (P.Q.)—
LA CONSTRUCTION DE DEUX DESTROYERS

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Production de défense. Peut-il assurer la Chambre que la construction, annoncée pour 1970 de deux destroyers par la *Davie Shipbuilding Ltd.*, à Lauzon, ne sera pas remise à plus tard?

M. l'Orateur: Je suggère à l'honorable député d'inscrire la question au *Feuilleton*.

M. Dumont: La question est urgente, monsieur l'Orateur, à 10 heures.

[Traduction]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

TERRE-NEUVE—LE DROIT DE PERQUISITION

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, après avoir écouté toutes les questions posées aujourd'hui au sujet des engins téléguidés, j'aimerais en poser une au sujet des missiles «mal guidés». Le ministre

[M. Lewis.]

peut-il nous dire de quelle autorité et en vertu de quelles instructions les membres de la Gendarmerie royale du Canada font des perquisitions dans toutes les maisons de Freshwater, Dunneville et Placentia, localités situées à proximité de la base navale américaine d'Argentina?

M. l'Orateur: Le député ne convient-il pas que cette question devrait être soulevée au moment de l'ajournement.

M. Carter: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Il s'agit d'une question très urgente et très importante pour les citoyens de ces trois localités de Terre-Neuve, qui sont soumis à des perquisitions de la part de la Gendarmerie royale.

M. l'Orateur: Je crois qu'il ne sert à rien de discuter le problème. S'il y a une urgence qui échappe à la présidence, le ministre pourra peut-être répondre à la question.

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): N'ayant pas été prévenu de la question, je n'ai pas de renseignements sur les perquisitions dont parle le député, mais je serai heureux de m'en informer. Je rappelle au député qu'en plus de ses fonctions de force de police fédérale, la Gendarmerie royale s'acquitte également, en vertu d'un contrat, des fonctions de police qui relèvent du gouvernement provincial. Cependant, je serai heureux d'examiner la question pour savoir si je puis y répondre. Je serais reconnaissant au député de me donner tous les renseignements qu'il possède à ce sujet.

M. Carter: Le ministre peut-il indiquer à la Chambre si la politique du gouvernement consiste à utiliser des mandats généraux de perquisition dans le cas des militaires des États-Unis et dans le cadre de l'application des règlements sur la douane et l'accise, et si le gouvernement approuve qu'on place les citoyens canadiens dans une situation telle qu'ils doivent prouver leur innocence lorsqu'une fouille policière fait apparaître des marchandises de fabrication américaine pour lesquelles on ne peut produire aucune facture de vente?

LES FAILLITES

L'ÉTAT FINANCIER DE LA COMMONWEALTH
TRUST ET DES COMPAGNIES ASSOCIÉES

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Il y a quelques jours, monsieur l'Orateur, j'ai posé deux questions au ministre de la Consommation et des Corporations. Le secrétaire parlementaire en a alors pris note.